

LA COLLABORATION FRANCO-ANNAMITE

Enfin, la question a été posée. Elle l'a été de la façon la plus franche, la plus nette, par la *Dépêche coloniale*. C'est encore un nouveau titre d'honneur pour ce journal, à qui l'on doit déjà tant d'initiatives utiles ou généreuses.

Celle-ci est, à la fois, utile et généreuse.

Qu'a dit l'auteur anonyme de la lettre qu'a publiée la *Dépêche coloniale* (1) qui, d'ailleurs sans prendre parti, a voulu ouvrir le débat ? Ceci :

« Il devient de plus en plus maladroit de tenir à l'écart, en Indochine, d'une part l'élite intellectuelle indigène, principalement celle qui s'est formée suivant les disciplines de la culture européenne, d'autre part, la bourgeoisie capitaliste indigène. On ne crée pas une force sans prévoir son emploi. Or, jusqu'ici à cette force — à ces deux forces — élite intellectuelle occidentalisée et capitalisme annamite — nous n'avons pas su offrir l'exercice d'une activité raisonnable. Elles ne participent ni à la vie politique, ni à la vie économique du pays. Elles ne sont l'objet d'aucune considération de la part de l'autorité, qui les tient volontiers pour suspectes ».

On ne crée pas une force sans prévoir son emploi. Tout est là, en effet. Et il n'est pas une lettre émanant du personnel enseignant de l'Indochine qui ne nous le dise : « Ce sont les meilleurs élèves sortis de chez nous qui deviennent nos plus violents adversaires. »

Moi-même, j'ai entendu un Annamite, l'un des plus brillants diplômés d'une de nos grandes écoles françaises, me déclarer : « J'attends. Je puis donner encore trois ans de confiance, de dévouement au rôle de « tuteur » que la France dit être le sien en Indochine. . . Après ? . . . Je crains d'être emporté par le courant. » Le mot est grave. Il rappelle celui des

ouvriers parisiens en 1848 : « Nous avons six mois de misère à mettre au service de la République. » Et, « après », il y a eues journées de juin.

Elite intellectuelle, élite capitaliste annamites ; les deux se tiennent. Il y a actuellement en Cochinchine un grand nombre de millionnaires annamites — millionnaires en piastres, — ce ne sont pas des lettrés. Ce sont, pour la plupart, des cultivateurs enrichis — enrichis par nous — par la prospérité, la sécurité, l'activité économique que nous avons su faire régner. Ils ne nous en gardent pas la gratitude que nous serions en droit, semble-t-il, d'attendre d'eux. Mais pourquoi ? Pour bien des raisons, les unes appréciables, les autres de l'ordre impondérable, et qui sans doute sont aussi puissantes sur leur esprit.

Ils voudraient que leur fortune leur valût quelque considération de la part des Européens ; ils souhaiteraient d'être mis sur un certain pied d'égalité sociale avec eux. Il n'en est pas ainsi. Voilà pour l'impondérable ; qu'on se pénétre bien du sentiment qu'il est très important.

Les motifs « appréciables » ? Ils acquittent une forte part d'impôts. Ce sont de gros « censitaires ». Ils n'ont pas les droits politiques, l'action sur les organes administratifs que la métropole accordait à ses censitaires avant l'introduction du suffrage universel. Mais ce n'est pas tout. Ces « non-lettrés » riches ont envoyé leurs enfants en France pour qu'ils puissent acquérir la culture occidentale.

Dix pour cent de ceux-ci — et c'est une proportion normale, satisfaisante même — la possèdent, de telle sorte que, en France, ils pourraient avoir accès à toutes les places, toutes les fonctions, devenir médecins, avocats, professeurs, ingénieurs, magistrats, et même préfets. Ils reviennent chez eux, ils n'y sont rien, ou,

(1) Voir N.P. n. 127.

s'ils y sont « quelque chose », c'est quelque chose d'inégal comme situation et comme traitement à ce que reçoivent des Français pourvus des mêmes diplômes. Alors ils ne sont pas contents. Les parents non plus. Les deux générations sont « humiliées ». Ce qu'un homme supporte le moins dans toutes les races, c'est l'humiliation. Encore une fois, tenez compte ici de l'influence de l'impondérable.

Alors, quoi faire ?... Il y a la politique de « machine-arrière ». Elle a ses défenseurs, et parmi eux des gens pour qui j'éprouve la plus grande estime ; en politique, maintenir la sujétion ; en matière d'enseignement, fermer le robinet. Surtout ne plus permettre aux jeunes Annamites d'aller faire leur instruction en France d'où une partie revient déracinée, n'étant plus annamite, et n'ayant pas suffisamment pris le contact avec l'Occident et la science occidentale pour pouvoir agir et penser en Occidentaux.

Mais est-ce possible ? Si nous interdisons à ces jeunes gens l'accès de la France, peut-on les empêcher d'aller chercher ailleurs — au Japon, aux Etats-Unis, en Allemagne — ce que nous ne voulons plus leur donner, du reste manquant ainsi à tous nos principes de libéralisme, à notre *religion* de libéralisme ? Essaiera-t-on de les murer en Indochine, pour les empêcher de courir à cet « ailleurs » ? Mais s'ils s'embarquent comme boys, matelots, chauffeurs sur les navires, comment ferez-vous ? Ils ne portent pas tatoué sur le front qu'ils sont de faux boys, de faux matelots, de faux chauffeurs. Rude besogne, en tous cas, et sans doute avec des résultats illusoire, pour notre police. Et quels désaffectionnés, pour ne pas dire plus, nous reviendront ?

Non. L'auteur de la lettre ouverte à la *Dépêche coloniale* a raison. On ne crée pas une force sans en prévoir l'emploi. Or nous avons laissé se créer ces forces. Il est trop tard pour faire un retour en arrière. On fait éclater les chaudières en surchargeant indéfiniment les soupapes.

L'œuvre admirable — car elle est admirable, on ne saurait trop l'affirmer

— que nous avons accomplie en Indochine a permis à une bourgeoisie indigène de s'y former : une classe qui n'existait pas auparavant, et dont les intérêts matériels sont identiques aux nôtres. Ne la repoussons pas, rapprochons-la de nous. Donnons-lui plus de liberté, de mouvement. Eh quoi ? même dans la Russie tzariste les Juifs de la « première guildie » jouissaient d'un traitement privilégié ! Que nos organismes financiers recherchent les moyens d'associer fructueusement pour elle et pour nous, ses capitaux aux nôtres. Et quant aux « impondérables », rappelons-nous que, à Ceylan, les Anglais disent « monsieur » et traitent comme un gentleman tout indigène ayant acquis une place importante dans l'agriculture ou le commerce.

Puis, faisons place à l'élite intellectuelle indigène. Ce qui veut dire qu'il faut lui donner « des places ». Des places honorables, honorablement rétribuées. Il y a beaucoup à prendre, à ce sujet, aux nouvelles méthodes administratives des Hollandais, telles que les exposées M. Angoulvant dans un beau livre qui mérite d'être médité. Partout dans les possessions hollandaises, voisines des nôtres, le fonctionnaire indigène administre, aux côtés du fonctionnaire européen qui garde un droit de contrôle supérieur et avisé. Mais soldes égaux, honneurs égaux. Dans les traversées, sur les paquebots, classe égale, selon le grade : pas de différences extérieures.

Qu'on s'occupe de régler dans ce sens ces questions économiques et administratives, avant d'aborder les questions politiques. C'est beaucoup plus pressé et beaucoup plus utile.

Nul doute d'ailleurs qu'il ne faille se montrer énergique et décidé en même temps. Nulle hésitation à sévir contre ceux qui se refuseraient à accepter le principe : « La France au dessus de tout », les séparatistes, les agitateurs qui se prétendent nationaux. Ces deux politiques ne se contredisent pas : elles se complètent.

Pierre MILLE.

(*Dépêche coloniale*)

L'ETAPE

Je viens de relire l'*Etape* de M. Paul Bourget. C'est un livre déjà ancien, mais très important et actuel, parce qu'il résume, concentre, et puis met en vie et en scène, ce que je crois bien être l'argument majeur — en tout cas le plus impressionnant — des adversaires de l'école unique.

De tous les écrivains de ce temps, M. Paul Bourget est l'un des plus intelligents, sinon le plus intelligent — avec J. H. Rosny aîné, qui pense, du reste, en sens inverse : mais cela ne fait rien à l'affaire. Si vous reprenez sa *Psychologie de l'Amour moderne*, vous y constaterez, avec quelque surprise, que tout ce qu'il y a de raisonnable dans le « freudisme » s'y rencontre déjà en substance.

C'est aussi un écrivain « à thèses », mais pas entièrement, ni toujours ; je vous dis qu'il est bien trop intelligent pour ça !... Parfois, pour démontrer une de ses thèses, il construit un milieu, crée des personnages, invente une action. Parfois aussi un événement, un incident, un accident de la vie réelle, lui paraissent illustrer, justifier une des idées qui lui sont chères. Alors il « développe ». Et il est assez singulièrement adroit pour qu'on ne sache jamais bien si c'est de l'un ou de l'autre procédé qu'il fait usage.

Quel est le sujet de l'*Etape* ? Un des membres les plus honorés de notre Université, et qui mérite le plus de l'être, est de toute petite, de très humble origine. Cela ne l'empêche pas d'avoir toutes les vertus. Mais il a un fils, — et ce fils tourne mal. Il tourne mal parce qu'il n'a de « traditions » d'aucune sorte : ni religieuses, ni d'honneur héréditaire.

Car, selon M. Paul Bourget, une famille ne saurait guère, impunément, brûler les étapes sociales. De génération en génération, elle doit progresser par degrés, accumuler une sorte de trésor

moral encore plus que matériel. Et ce n'est que lorsqu'elle sera bien assise, bien fixée moralement, qu'une dernière génération pourra sans inconvénients pour elle, et surtout pour les générations suivantes, se pousser aux premières, ou presque premières places.

C'est qu'une famille ne se compose pas seulement du père plus ou moins brillant, plus ou moins « arrivé », mais de la mère — qui a-t-il épousé, ce père, quand il n'était pas arrivé ? — et de tous les parents, de toute l'ambiance sociale. Voilà, transposé ainsi en termes vulgaires, ce que M. Paul Bourget a voulu dire.

Et ainsi, lorsque vous aurez ouvert l'accès des lycées, et par conséquent des carrières supérieures, aux plus intelligents, aux plus travailleurs de tous les jeunes Français, vous pourrez avoir, à la seconde génération, des surprises pénibles. Grave argument contre l'*Ecole unique*.

On rétorque : Il est une institution, chère à M. Paul Bourget, une institution univreselle — l'Eglise catholique — qui est, depuis qu'elle existe, fondée sur le système de l'Ecole unique. Ses pasteurs se recrutent dans toutes les classes de la société. Un gardien de pourceaux peut devenir pontife.

M. Bourget peut répondre qu'il ne nie nullement qu'un génie exceptionnel, ou seulement un homme utile, puisse sortir de n'importe où. Ce dont il doute, c'est que la famille qu'il a fondée présente des garanties sociales.

On rétorque encore : Le fils ou la fille d'un homme « sorti de rien » peuvent ne pas lui ressembler, sombrer dans le vice ou l'immoralité, ne pas « être dignes de leur classe ». Mais est-ce la règle ? Et n'y a-t-il pas des descendants de vieilles familles bourgeoises, ou même aristocratiques, qui seront également tarés ?

Cela n'embarrassera pas M. Bourget : dans ce dernier cas, il s'agit d'une dégénérescence. Dans l'autre, d'une « insuffisance » atavique, ce qui est plus inquiétant.

On peut lui opposer une objection plus sérieuse.

La France est un pays de si vieille civilisation — comme l'Italie — que les différences entre les classes sont purement artificielles. Tout le monde y vit sous les mêmes principes et au fond reçoit la même formation morale. Le maréchal Joffre est fils d'un tonnelier, Mussolini d'un forgeron. Dans les régions actives de notre pays — le Nord, par exemple — à chaque génération des fils d'ouvriers deviennent chefs d'industrie : et l'on ne voit pas que leurs enfants soient inférieurs, en qualités d'honneur et de délicatesse sociale, aux descendants de la vieille bourgeoisie. Ce qu'il y a d'essentiel, de salutaire, dans la « tradition », ne vient pas seulement de la famille, des ancêtres, mais de l'éducation classique. Nous ne sommes pas seulement les fils de nos pères par le sang, mais de la culture latine. C'est elle qui nous inculqua le dévouement à la Cité. Or il ne s'agit pas de supprimer cette culture classique, quoi qu'on en dise, mais de l'étendre en profondeur, d'en faire bénéficier tous ceux — quelle que soit leur naissance et leur situation de fortune — qui sont dignes de la recevoir. En somme, ce que nous voulons créer, ce sont des séminaires laïques, mais sur les mêmes bases que les séminaires catholiques. Vous ne pouvez nous le reprocher qu'au nom de vos principes catholiques ; mais cela, c'est une autre affaire !

J'espère avoir été impartial dans l'exposition du débat. J'espère aussi avoir montré combien la thèse, cette vieille thèse de l'*Étape*, demeure actuelle. Mais combien plus encore l'est-elle quand il s'agit de l'éducation des jeunesses indigènes de nos colonies !

Alors le problème devient angoissant. D'autant plus qu'il comporte toutes sortes de nuances dans la solution — quand il est possible qu'il y ait une solution !

D'une part, il y a nos « vieilles » colonies. Non seulement celles-ci sont francisées de langue, mais christianisées depuis longtemps. Quelle que soit l'opinion qu'on professe sur la question religieuse, on est bien obligé d'admettre que cette christianisation « fait un fonds », crée un rapprochement moral entre nous et la race indigène autochtone, ou trans-

portée. On s'en apercevrait encore davantage si les querelles politiques provenant de l'introduction prématurée et imprudente du suffrage universel n'étaient venues compliquer la situation. Là aussi, il fallait une « étape » ou plusieurs étapes. Notre généreuse idéologie les a supprimées.

Mais dans les colonies où il existait une civilisation différente de la nôtre ? Les colonies telles que l'Indochine, par exemple ? Alors le problème est encore plus embarrassant. On se trouve en présence de 20 millions d'hommes et de femmes qui, depuis des milliers d'années, ont une civilisation, une morale, une religion d'une certaine sorte, ayant quelque chose de commun avec les nôtres, mais en différant pourtant de manière irréductible. Cependant curieux de notre culture, sinon de notre civilisation, désirant se l'approprier, et, de façon individuelle, y parvenant. Et ceux-là disant : « Nous sommes comme vous ! »

Ils ne sont pourtant pas comme nous, parce qu'ils n'ont point passé par les mêmes étapes, la route, durant des millénaires, n'ayant pas été la même. *Mais ils ont eu leurs propres étapes*, et ce sont les meilleurs d'entre eux qui s'en souviennent le mieux. Enfin ceux qui unissent notre culture à leur morale et à leur civilisation demeurent assez rares.

...

L'époque où nous sommes a ses exigences. La race blanche le sent et le sait maintenant. Dans le petit nombre de ceux des Extrêmes-Orientaux qui sont christianisés, l'Église, après avoir longtemps hésité, désigne des prêtres et des évêques. Mais les gouvernements laïques, parmi ceux qui, sans être christianisés, sont « européanisés » ? Ces gouvernements sont moins hardis que l'Église. Toujours une question d'étapes : du côté laïque, il est clair qu'il y en a une de moins. D'autre part il faut reconnaître que les possibilités de christianisation en masse des populations d'Extrême-Orient sont trop faibles pour que, politiquement, on en tienne compte.

PIERRE MILLE

M. Pierre Mille vient de nous donner une nouvelle preuve de sa sympathie *agissante* pour les peuples colonisés et particulièrement pour ce peuple annamite qui, politiquement, nous touche de si près et dont le tragique malaise n'est pas sans préoccuper son âme de Français épris d'humanité et de justice.

Qu'il en soit ici remercié !

Dans un article où l'on sentait sourdre l'émotion, la volonté de retenir l'attention officielle, si lointaine et parfois si distante des réalités coloniales, il nous montrait l'urgente gravité du problème moral qui se pose devant la conscience française, à propos du statut politique que réclame l'Indochine annamite.

« On se trouve, écrit-il, en présence de « 20 millions d'hommes et de femmes « qui, depuis des milliers d'années, ont « une civilisation, une morale, une religion d'une certaine sorte, ayant quelque « chose de commun avec les nôtres, mais « en différant pourtant de manière irréductible. Cependant curieux de notre « culture, sinon de notre civilisation « (très juste), désirant se l'approprier et « de façon individuelle, y parvenant. « Et ceux-là disant: *« Nous sommes comme vous »* !

Dans ces derniers mots que nous soulignons, gît peut-être une méprise que nous demandons à l'éminent écrivain de nous permettre de relever, car elle risquerait de nous montrer l'âme annamite différente de ce qu'elle est en réalité.

L'Annamite de culture française, que l'expérience a déjà mûri, dont le jugement s'est formé au cartésianisme de nos méthodes, qui aspire à l'affranchissement de sa race et de son pays, retrempé de fierté nationale, à la seule pensée de cet événement qui *n'implique nullement rupture avec la France, cet Annamite-là* — et il est déjà légion, quoi qu'en puissent prétendre nos administrations indochinoises — ne dit pas aux Français : « Nous sommes comme vous ! »

Il précise davantage sa pensée en leur disant :

« Nous vous valons. Nous nous valons, quoique non pareils à vous ».

C'est qu'il n'est pas le dernier à savoir que des différences « irréductibles » le séparent du Français, ainsi que le constate excellemment M. Pierre Mille. L'Annamite en a pleinement conscience. Il le proclame, non comme un aveu d'infériorité, mais comme l'expression d'une volonté qui entend garder les caractéristiques de sa structure morale. Sa civilisation, sa religion si simple, si peu métaphysique, si abritée des explosions du fanatisme, la seule qui n'ait jamais fait couler le sang des hommes pour des rivalités farouches de dogmes, il veut bien reconnaître qu'elles sont différentes des nôtres. Mais au fond, je ne mettrais pas ma main au feu qu'il ne croie son patrimoine de civilisation, de morale et de religion qualitativement supérieur au nôtre. Je laisse à de plus compétents que moi le soin de départager les deux thèses. Je demanderai seulement que l'on n'oppose pas à ce peuple, en manière de trop facile réfutation, son effacement, depuis qu'il fut rayé, par la conquête, de la liste des nations, tandis que, dans le même temps, progressaient en grandeur et en gloire des peuples frères comme le Japon, voire le Siam qui a aujourd'hui son tabouret à la Société des Nations! Je n'ose rappeler, pour achever cette pensée de défense, les conditions paradoxales d'insalubrité intellectuelle que des nécessités budgétaires, chaque jour plus impérieuses, imposent et opposent officiellement au développement de l'intelligence de cette race. Faisons grâce de certaines statistiques que l'Académie des sciences coloniales (séance du 17 février 1926) nous révélait, par la voix autorisée du docteur Gouzien, touchant les effets de ce régime sur la santé indigène. Eût-on osé s'en expliquer, sans ambages ni escamotages, à ce « cycle » de conférences où nous vîmes le mois dernier figurer, comme apologistes de l'œuvre française, belle en dépit des taches qui la ternissent, les personnalités les plus qualifiées de notre administration indochinoise ? Comment s'en fût tiré M. Pasquier, au

milieu des 19 points de son programme apostolique ? ..

Le peuple annamite ne différait guère avant la conquête française, du Japon et du Siam. Ce qu'il fit au cours de son histoire millénaire ? *Il se défendit*, durant des siècles, avec des fortunes diverses, contre la Chine colossale. Toujours l'arme au pied, montant la garde à ses frontières menacées.

Quel temps aurait-il pu donner à l'invention, à son développement économique ? Absorbé dans cette besogne de sauvegarde, confiné dans ses coutumes, par quoi s'exprimait son sens admirable de justice familiale et sociale, il s'attachait

à pratiquer ses disciplines morales, telles que ses sages les lui avaient apprises, et à goûter, à ses heures de détente, la douceur d'une vie qu'il embellissait de son mieux du solide amour de sa patrie, de son foyer où plane familièrement l'âme des ancêtres béatifiés par son culte et dont il peuple ingénument son ciel, avec tant de foi sereine.

Tel est ce peuple que nos armes sont venues chercher, moins au nom de nos besoins que de notre esprit d'aventure. . .

Jacques DANLOR

